

ARRÊTÉ du Gouverneur Général de l'Indochine sur la conservation des monuments et objets ayant un intérêt historique ou artistique.

- 9 Mars 1900 -

TITRE PREMIER

Des immeubles et monuments historiques situés en Indochine

Article 1er.- Les immeubles par nature ou par destination, dont la conservation peut avoir, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt public, seront classés en totalité ou en partie, par arrêté du Gouverneur Général, pris sur le rapport du Directeur de l'Ecole française d'Extrême-Orient et après avis de la Commission permanente du Conseil Supérieur de l'Indochine.

Le déclassement aura lieu dans la même forme.

Article 2.- Les immeubles classés faisant partie du domaine colonial, du domaine local, provincial ou municipal, ne pourront être aliénés, à peine de nullité de la vente, qu'après autorisation du Gouverneur Général donnée en Commission permanente du Conseil Supérieur de l'Indochine.

Article 3.- Les immeubles appartenant à des particuliers ne pourront être classés qu'avec le consentement des propriétaires. L'arrêté qui prononce le classement en détermine les conditions et mentionne l'acceptation de ces conditions par le propriétaire.

Article 4.- L'immeuble classé ne pourra être détruit, même en partie, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque, si le Gouverneur Général n'y a consenti.

Article 5.- Le classement d'un immeuble n'implique pas nécessairement la participation de l'Administration aux travaux de restauration ou de réparation de l'immeuble.

Dans le cas où l'Administration prend à sa charge une partie de ces dépenses, l'importance de son concours est fixée en tenant compte de l'intérêt de l'édifice, de son état de conservation et des sacrifices consentis par son propriétaire.

Article 6.- Le classement d'un immeuble et l'exécution par l'Administration de travaux de restauration ou de réparation n'impliquent pas la participation de l'Administration dans les charges résultant des travaux d'entretien proprement dits.

Article 7.- L'expropriation pour cause d'utilité publique d'un immeuble classé ne pourra être poursuivie sans autorisation préalable du Gouverneur Général donnée après avis de la Commission permanente du Conseil Supérieur de l'Indochine.

Les servitudes d'alignement et autres qui pourraient causer la dégradation des monuments ne sont pas applicables aux immeubles classés.

Article 8.- Les effets du classement suivent les immeubles classés, en quelque mains qu'ils passent.

Article.....

Article 9.- Le Gouverneur Général peut, en se conformant à la législation en vigueur en Indochine, poursuivre l'expropriation des monuments classés ou qui seraient l'objet d'une proposition de classement refusée par le propriétaire.

## TITRE II Des objets mobiliers

Article 10.- Il sera fait, par les soins du Directeur de l'Ecole française d'Extrême-orient, en classement des objets mobiliers faisant partie du domaine colonial, du domaine local, provincial ou municipal, dont la conservation présente, au point de vue de l'Histoire ou de l'art, un intérêt public.

Article 11.- Ce classement ne deviendra définitif qu'après approbation du Gouverneur Général, la Commission permanente du Conseil supérieur entendue. Le déclassement, s'il y a lieu, sera prononcé suivant les formes indiquées à l'article 1er pour les immeubles.

Un exemplaire de la liste des objets classés sera déposé à la Direction des Affaires civiles et au Secrétariat de chacune des Administrations locales de l'Indochine.

Article 12.- Les objets classés et faisant partie du domaine national sont inaliénables et imprescriptibles.

Article 13.- Les objets classés faisant partie du domaine local, provincial ou municipal ne pourront être restaurés, réparés ni aliénés, par vente, don ou échange qu'avec l'autorisation du Gouverneur Général donnée en Conseil Supérieur de l'Indochine.

Article 14.- Les travaux de quelque nature qu'ils soient, exécutés en violation des articles qui précèdent, donneront lieu, au profit du domaine, à une action en dommages-intérêts contre ceux qui les auraient donnés ou fait exécuter.

Article 15.- Les objets classés qui auraient été aliénés irrégulièrement, perdus ou volés, peuvent être revendiqués pendant trois ans, conformément aux dispositions des articles 2.179 et 2.230 du Code civil.

La revendication peut être exercée par les propriétaires et, à leur défaut, par le Directeur de l'Ecole française d'Extrême-orient.

## TITRE III Des fouilles et des découvertes

Article 16.- Lorsque, par suite de fouilles, de travaux ou de faits quelconques, on aura découvert des monuments, des ruines, des inscriptions ou des objets pouvant intéresser l'archéologie, l'histoire ou l'art, sur des terrains appartenant au domaine public, au domaine colonial, local, provincial ou municipal, l'autorité communale devra assurer la conservation provisoire des objets découverts et aviser immédiatement l'administrateur-chef de la province des mesures qui auront été prises.

L'administrateur en référera, dans le plus bref délai, au Gouverneur Général qui statuera sur les mesures définitives à prendre.

Si la découverte a eu lieu sur le terrain d'un particulier, il sera procédé de même, et le Gouverneur Général pourra, sur le rapport du Directeur de l'Ecole française d'Extrême-orient et après avis de la Commission permanente du Conseil Supérieur de l'Indochine, poursuivre l'expropriation du dit terrain, en tout ou en partie, pour cause d'utilité publique.

Article 17.- La propriété des objets d'art ou d'archéologie, édifices, bas-reliefs, statues, médailles, vases, colonnes, inscriptions, qui pourraient exister sur ou dans le sol des immeubles faisant partie du domaine national en Indochine ou concédés par le Gouvernement à des particuliers, est réservée au domaine.

#### TITRE IV Dispositions générales

Article 18.- Tout fonctionnaire public qui, à l'occasion de ses fonctions, découvrira ou recevra un objet susceptible d'être classé comme monument historique devra en aviser immédiatement le Gouverneur Général, qui statuera sur la destination de cet objet, suivant les règles qui précèdent.

Article 19.- Aucun monument historique ne pourra être déplacé en tout ou en partie, sans l'autorisation du Gouverneur Général. Toutefois, le Directeur de l'Ecole française d'Extrême-orient est autorisé à transporter au musée de l'Indochine tous les objets classés dont la conservation lui paraîtrait nécessiter ce transport.

Article 20.- Aucun monument historique ne pourra être exporté, en tout ou en partie, du territoire de l'Indochine sans l'autorisation du Gouverneur Général. A défaut de cette autorisation, il sera saisi à la sortie, par le Service des Douanes, et le Gouverneur Général statuera sur sa destination suivant les formes prescrites, sans préjudice des poursuites à exercer. S'il y a lieu, contre le contrevenant. Cette disposition est applicable aux objets qui auraient été enlevés des monuments historiques dont ils faisaient partie antérieurement à la promulgation du présent arrêté, ainsi qu'aux objets dissimulés en violation des articles 13 et 15 ci-dessus.

Article 21.- Les autorités locales sont responsables de l'intégrité des monuments historiques en Indochine.

Article 22.- Le Directeur de l'Ecole française d'Extrême-orient est chargé de la surveillance des monuments historiques et autres antiquités de l'Indochine. Il propose au Gouverneur Général les mesures propres à en assurer la conservation./.

POUR COPIE CONFORME :  
Le Chef du 1er Bureau,